



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

aide médicale

Question au Gouvernement n° 1349

Texte de la question

FONDS MONDIAL CONTRE LE SIDA

M. le président. La parole est à M. Jean-Louis Touraine, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Jean-Louis Touraine. Ma question s'adresse à M. le ministre délégué chargé du développement. Monsieur le ministre, le 1er décembre sera, comme chaque année, la Journée mondiale de lutte contre le sida. Peu après se tiendra, à Washington, la Conférence des pays donateurs du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Depuis la découverte du virus VIH par l'équipe de l'Institut Pasteur, notre pays n'a cessé de se mobiliser contre cette maladie et d'apporter des thérapeutiques toujours plus efficaces à l'ensemble des patients. La France s'honore d'être l'un des pays fondateurs du Fonds mondial. Depuis sa création, elle a toujours été le deuxième donateur après les États-Unis. Ramené au nombre d'habitants, ce chiffre place la France, de loin, au premier rang des contributeurs au Fonds mondial.

À l'occasion de la Conférence internationale de juillet 2012, le nouveau Président de la République, François Hollande, affirmait : « Arrêter l'épidémie de sida dans le monde, c'est possible. » En novembre 2012, aux États généraux des élus locaux contre le sida, il précisait : « La France veut la fin du sida, et elle s'en donnera tous les moyens. C'est une des priorités [de] la politique de la France : contribuer à un accès universel aux traitements. » De fait, si toutes les personnes séropositives dans le monde étaient traitées avec efficacité, la transmission du virus serait très réduite et il n'y aurait presque plus de nouvelles contaminations.

La participation de la France à cet effort international contribue au rayonnement de notre pays, grâce au financement du Fonds mondial, d'UNITAID, du programme ESTHER, et grâce à l'« Initiative 5 % », par laquelle la France mobilise de grands organismes comme l'ANRS ou les Instituts Pasteur pour une aide directe dans certains pays d'Afrique ou d'Asie. Monsieur le ministre, pouvez-vous nous indiquer si, malgré les contraintes budgétaires, la France continuera à porter cette grande ambition pour la santé dans le monde ?
(*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué chargé du développement.

Quelques députés du groupe UMP . Qui est-ce ?

M. Pascal Canfin, ministre délégué chargé du développement. Monsieur le député Touraine, je vous remercie de poser une question sur un sujet qui peut nous réunir bien au-delà de nos différences politiques. Le Fonds mondial est effectivement en partie une création française, qui remonte à dix ans. Je veux rendre hommage à l'engagement du président Chirac qui, à l'époque, a tout fait pour que ce Fonds existe. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Jean-Luc Reitzer. Vous l'avez reçu en héritage !

M. Pascal Canfin, ministre délégué. Je voulais également rendre hommage à l'engagement du président Sarkozy, qui a largement contribué au fait que la France soit le deuxième contributeur au monde à ce fonds. *(Mêmes mouvements.)*

M. Jean-Luc Reitzer. Très bien !

M. Jean-Louis Costes. Canfin, Premier ministre ! *(Sourires.)*

M. Pascal Canfin, ministre délégué. C'est la raison pour laquelle nous pouvons nous retrouver sur cette question. Je voulais vous dire, pour répondre précisément, que la France continuera évidemment d'être au rendez-vous de cet extraordinaire défi : un monde sans sida ! Un monde sans sida, c'est possible : 34 millions de personnes vivent encore avec le virus mais, grâce aux progrès de la science, nous savons qu'imaginer un monde sans sida n'est plus une utopie.

M. Jean-Luc Reitzer. Voilà qui n'est pas sectaire : c'est appréciable !

M. Pascal Canfin, ministre délégué. C'est précisément parce que cela est possible que nous avons décidé de maintenir à hauteur de 1,08 milliard d'euros notre contribution budgétaire pour les trois ans qui viennent au Fonds mondial de lutte contre le sida, le paludisme et la tuberculose. C'est un engagement très fort, dont nous pouvons être fiers sur le fond ; mais nous pouvons aussi en être fiers parce qu'il est financé notamment par la taxe française sur les transactions financières. Le fait d'être le premier pays au monde, la première majorité politique au monde qui prend de l'argent sur les marchés financiers pour l'affecter à la lutte contre le sida, c'est quelque chose dont, collectivement, nous pouvons et nous devons être fiers ! *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, RRDP et écologiste ainsi que sur quelques bancs des groupes UMP et UDI.)*

Données clés

Auteur : [M. Jean-Louis Touraine](#)

Circonscription : Rhône (3^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1349

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Développement

Ministère attributaire : Développement

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [20 novembre 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [20 novembre 2013](#)